

Avant-propos

Les résultats économiques récents de l'Amérique latine témoignent d'une situation en demi-teinte. Comme partout ailleurs, la mondialisation s'est révélée un puissant moteur de développement et de croissance économiques. Les réformes structurelles engagées dans les pays de la région au cours des dernières décennies ont contribué à l'ouverture des marchés et à l'amélioration de la gestion macro-économique. En 2006, l'Amérique latine a reçu un montant record d'investissements directs étrangers – 72.5 milliards de dollars. Par ailleurs, dans certains pays, les taux de croissance rattrapent ceux des économies asiatiques

À mesure que son influence économique grandit sur la scène internationale, l'Amérique latine devient un partenaire majeur de l'OCDE. Le Mexique a été le premier pays latino-américain à rejoindre l'OCDE en 1994. Aujourd'hui, le Chili est engagé dans un processus d'adhésion et le Brésil est candidat à un engagement renforcé avec l'Organisation, avec la perspective d'une adhésion.

Cette première édition d'une nouvelle collection annuelle consacrée aux *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, publiée par le Centre de développement de l'OCDE, est un hommage à l'Amérique latine, et elle constitue pour l'Organisation une nouvelle étape dans la réalisation de sa mission de plate-forme de dialogue autour des enjeux mondiaux. L'OCDE a un rôle de premier plan à jouer pour comprendre et expliquer la mondialisation. Elle constitue pour les décideurs une source incomparable de statistiques et d'analyses fondées sur les expériences de pays soucieux de relever les défis économiques et sociaux qu'ils partagent.

En dépit de perspectives positives, les obstacles à une croissance plus durable et plus conséquente dans la région restent nombreux. En effet, la croissance est trop faible et les performances globales en deçà des possibilités. De nombreuses chances restent à saisir pour exploiter l'immense potentiel de l'Amérique latine. Ses deux principales locomotives – le Mexique et le Brésil – sont en train de perdre du terrain face à leurs concurrents asiatiques. Au cours des dix dernières années, la Chine et l'Inde ont décollé, avec des taux respectifs de croissance de 9 et pratiquement 7 pour cent en moyenne, alors que le Mexique affichait un taux de 3.5 pour cent et le Brésil de seulement 2.5 pour cent. Les inégalités restent profondes et la pauvreté généralisée. Seules une bonne appréhension des enjeux, l'élaboration de politiques judicieuses et une mise en œuvre efficace pourront – conjuguées – redresser le cap.

Quatre volets cruciaux de la politique sont abordés dans cette première édition des *Perspectives économiques de l'Amérique latine* : les finances publiques; les fonds de pension et le développement du secteur financier; les investissements étrangers et les télécommunications; et enfin l'intensification des relations commerciales avec la Chine et l'Inde. Les réformes budgétaires des années 1980 et 1990 commencent à porter leurs fruits et devront être poursuivies. Pionniers incontestés de la réforme des fonds de pension dans le monde, les pays d'Amérique latine devront néanmoins affiner leurs politiques en la matière. Si le secteur des télécommunications s'est taillé la part du lion dans les flux totaux d'investissements directs étrangers à destination de la région, il faut désormais impérativement instaurer des cadres réglementaires adéquats pour promouvoir la concurrence dans le secteur. Un examen attentif

de l'impact du développement rapide des échanges mondiaux avec la Chine et l'Inde révèle que la région a plus à gagner qu'à perdre de ce contexte, pourvu qu'elle prenne des dispositions adéquates pour renforcer sa compétitivité.

L'Amérique latine et l'OCDE sont engagées depuis longtemps dans le dialogue sur les politiques. Celui-ci est appelé à s'intensifier dans les années à venir, à mesure que de nouveaux pays rejoignent l'Organisation et que les pays d'Amérique latine sont plus étroitement associés au dialogue mondial. Avec cette nouvelle publication, le Centre de développement de l'OCDE entend bien contribuer à ces échanges.

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE